

**La Quatrième Réunion Ministérielle du
Groupe des Amis du Peuple syrien**
Marrakech, 12 Décembre 2012
Conclusions de la Présidence

Après ses réunions en Tunisie, à Istanbul et à Paris, le Groupe des amis du peuple syrien a tenu sa quatrième réunion ministérielle à Marrakech le 12 décembre 2012. La participation d'environ 130 représentants des Etats membres, dont 60 ministres, l'opposition syrienne, et des fonctionnaires de plusieurs organismes et O.N.G. internationales et régionales, illustre fortement la détermination de la communauté internationale pour soutenir une solution politique à la crise syrienne menée par les syriens eux même.

Le but de la réunion était de soutenir les syriens dans leur lutte pour réaliser leurs aspirations légitimes pour la transition démocratique, la dignité et le développement, et pour s'assurer davantage d'appui visant à réduire leur souffrance immédiate.

Les participants ont écouté avec un grand intérêt le Message Royal envoyé par S.M. le Roi Mohammed VI à la conférence. Le Message Royal a exprimé l'espoir que la Conférence de Marrakech marque un pas important pour cesser et mettre fin au cycle de la violence en Syrie et réaliser les aspirations légitimes du peuple syrien à la démocratie et la liberté, en mettant l'accent sur la nécessité de sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Syrie. Le message a mis l'accent sur la contribution concrète du Groupe dynamique des amis du peuple syrien, pour soutenir les efforts internationaux et des Nations Unies visant une solution politique à la crise et appuyer le processus de transition politique dans le pays. Le message a également salué le dynamisme de l'opposition syrienne pour unifier l'ensemble du spectre des opinions politique à l'intérieur du pays et à l'étranger, dynamisme qui a été couronné à Doha par la déclaration de la création de la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution. Après la présentation de la contribution du Maroc visant à atténuer les souffrances du peuple syrien, notamment l'hôpital de campagne installé par le Maroc dans le camp des réfugiés de Zaatari en Jordanie, le Message a appelé à la création d'un mécanisme onusien spécifique et efficient à même de protéger les civils, délivrer et distribuer l'aide aux personnes déplacées et à tous les citoyens touchés par la violence, et ce en coopération avec les Etats et les

organisations humanitaires internationales, régionales et syriennes, et en accord avec les organisations locales œuvrant sous la bannière de la Coalition Nationale.

Le Président de la Coalition Nationale de la Révolution Syrienne et de l'Opposition, Cheik Ahmad Mouaz Al Khateeb, a présenté son rapport à la réunion. Il a décrit la gravité de la situation sur le terrain, notamment la politique meurtrière, la torture et la violence basée sur le genre menée par le régime contre son propre peuple. Il a également fait part des violations généralisées, graves et systématiques des droits de l'homme et l'absence des libertés fondamentales. Le résultat étant des milliers de victimes civiles, notamment des enfants et des femmes ainsi que le déplacement massif des populations. Il a présenté les réalisations à ce jour de la Coalition nationale, en particulier l'élaboration de sa vision pour le futur de la Syrie. Le Président Al Khateeb a demandé davantage d'appui de la communauté internationale pour permettre à la Coalition d'œuvrer pour une transition politique pour une Syrie plus juste, plus démocratique et plus inclusive.

Sur la base des contributions de l'ensemble des participants, la réunion est parvenue aux conclusions suivantes :

Hommage à la persévérance et à la résistance du peuple syrien :

1 Les participants ont rendu hommage à la persévérance du peuple syrien et à sa détermination pour faire valoir ses droits légitimes en dépit de la répression brutale du régime.

2 Les participants ont réaffirmé que Bachar Al Assad a perdu toute légitimité à gouverner la Syrie.

Appel à l'arrêt immédiat de la violence :

3 Les participants ont appelé le régime syrien à cesser immédiatement ses attaques et à retirer entièrement ses troupes des zones urbaines comme première étape vers un arrêt complet des violences. Ils ont condamné l'utilisation disproportionnée et aveugle de la force par le régime syrien, notamment l'usage des armes lourdes, des attaques aériennes et des missiles. Ils ont déploré le coût humain croissant du conflit, avec plus de 40.000 morts et l'intensification de la crise humanitaire et des réfugiés. Ils ont appelé à l'arrêt de la violence et à la mise en place de conditions propices à une solution politique durable et inclusive à la crise.

4 Les participants ont reconnu le besoin légitime du peuple syrien à se défendre contre la campagne violente et brutale du régime d'Al Assad.

Engagement à préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie :

5 Les participants ont réitéré l'engagement ferme à préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité nationale et l'intégralité territoriale de la Syrie.

Mise en garde contre toute tentative d'exporter la crise syrienne :

6 Les participants ont noté que la poursuite de la crise constituait une menace à la stabilité, à la sécurité et au bien-être économique des pays voisins et de la région. Les participants ont exprimé leur ferme appui aux efforts visant à prévenir la menace croissante, y compris la décision de l'OTAN de renforcer la défense de la Turquie et l'intention des alliés de déployer le système de défense aérienne Patriot en Turquie.

Responsabilité de la communauté internationale :

7 Les participants ont accueilli avec satisfaction les résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU, du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, de la Ligue des Etats Arabes et de l'Organisation de la Coopération Islamique, concernant la crise syrienne. Prenant acte des résolutions du Conseil de Sécurité n° 2042 et 2043, les participants ont invité, encore une fois, le Conseil de Sécurité à assumer ses responsabilités. À la lumière de la gravité de la crise et de son impact sur la sécurité régionale, il est essentiel que tous les Etats membres du Conseil de sécurité exercent tout leur poids et influence significatifs et collectifs pour que le Conseil adopte une réaction forte et significative.

8 Les participants ont exhorté quelques pays soutenant le régime syrien pour réviser leur position selon la résolution forte de la communauté internationale. Ils ont encouragé tous les organismes concernés de l'ONU à assumer leurs responsabilités.

Encourager une solution politique :

9 Les participants ont réaffirmé leur engagement pour faciliter **une solution politique menée par les Syriens** à la crise en Syrie et ont exprimé leur soutien à la mission de M. Lakhdar Brahimi, le Représentant spécial commun des Nations Unies et la Ligue des Etats Arabes.

10 Les participants ont réaffirmé leur soutien à la pleine application des résolutions 2042 et 2043 du Conseil de Sécurité de l'ONU, et ont réitéré que Bachar Al-Assad a perdu la légitimité et devrait s'écarter pour permettre le lancement d'un processus de transition politique durable conformément au Communiqué de Genève.

11 Les participants ont souligné qu'il appartient au peuple syrien de déterminer l'avenir de la Syrie. Toutes les communautés syriennes devraient avoir un rôle à la Syrie future qui devrait être un état libre, indépendant, démocratique et pluraliste, où tous les syriens seront égaux, respectant la loi internationale à l'appui de la paix dans la région.

Reconnaissant la Coalition Nationale de la Révolution syrienne et les Forces d'opposition et les mécanismes de la réalisation de la transition démocratique:

12 Les participants ont salué l'accord signé par les différents groupes de l'opposition syrienne lors des réunions de Doha (5-11 novembre 2012) sous les auspices de la Ligue des Etats Arabes et le Qatar. Ils se sont félicités de l'engagement de la Coalition Nationale des forces de l'Opposition et de la révolution Syrienne pour une transition politique pacifique, la reprise économique ainsi que le respect des droits de l'homme, du droit international et de l'accès humanitaire.

13 Les participants ont reconnu la Coalition Nationale en tant que représentant légitime du peuple syrien et l'organisation qui chapeaute les groupes d'opposition syriens.

14 Les participants se sont félicités des développements organisationnels réalisés par la Coalition nationale et ses efforts continus visant à : finaliser une structure politique inclusive avec la nomination du 4^e vice président, établir un secrétariat fonctionnel pour appuyer les leaders de la coalition, définir une vision pour l'avenir de la Syrie à l'appui de l'ensemble des communautés syriennes et prendre des mesures actives pour s'allier aux conseils locaux à l'intérieur de la Syrie. Ils ont encouragé la Coalition Nationale à atteindre toutes les composantes de la société syrienne et à donner des assurances quant à sa vision d'un avenir inclusif pour la Syrie.

15 Les participants ont exprimé leur engagement à fournir un appui à la Coalition Nationale des Forces de l'Opposition et de la Révolution Syrienne, y compris la mise en place d'une Unité de Coordination des Aides au sein de la Coalition Nationale pour coordonner l'acheminement de l'aide au peuple syrien à l'intérieur de la Syrie et fournir des conseils techniques et une aide financière pour renforcer la capacité de la Coalition Nationale à répondre aux besoins du peuple syrien. Ils ont réaffirmé que le prompt départ de Bachar Al Assad permettrait d'épargner la vie des syriens et la Syrie plus de destruction.

16 Les participants ont exhorté la Coalition à mettre à profit et renforcer sa coopération avec les Nations Unies et la Ligue des Etats Arabes sur les mesures politiques à même de mettre fin à la crise, protéger les Syriens et faire face à la crise humanitaire en cours.

Arrêt des violations des droits de l'homme en Syrie et appui aux Syriens pour mener la justice transitionnelle dans leur pays:

17 Les participants ont condamné l'escalade de violations systématiques et généralisées des droits de l'homme et le manque des libertés fondamentales par le régime syrien, notamment les arrestations arbitraires, les détentions, la torture, les violences sexuelles et la destruction délibérée des zones résidentielles.

18 Les participants ont souligné l'importance de respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme par tous et en tout temps, et ont condamné ceux qui ne respectent pas ces droits.

19 Les participants ont souligné une nouvelle fois que le régime syrien n'échappera pas à la responsabilité et à la punition pour ses violations du droit international.

20 Les participants ont appelé la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour refuser au régime syrien l'accès à tous les moyens de répression et de violence, et ont demandé aux pays qui lui fournissent ces instruments à mettre fin à ces pratiques et à assumer leur responsabilité morale envers les victimes.

21 Les participants ont réaffirmé l'importance des efforts internationaux pour documenter les violations du droit international perpétrées par le régime syrien, en particulier leur soutien aux travaux et aux rapports de la Commission d'Enquête Indépendante Internationale sur la Syrie, mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, qui ont permis l'identification de la poursuite de violations graves des droits de l'homme contre le peuple syrien. Ces rapports ont

confirmé la participation des forces de sécurité du régime dans les atrocités commises contre les civils, notamment les violations flagrantes du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

22 Les participants se sont félicités du soutien massif en faveur des deux résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme et la Troisième Commission de l'Assemblée Générale de l'ONU (27/11/2012) sur la situation des droits de l'homme en Syrie. Ils ont exprimé leur soutien aux efforts de la Commission d'Enquête de l'ONU à documenter les violations des droits de l'homme en vue d'un processus futur de reddition de comptes. Ils ont salué la décision du Conseil des Droits de l'Homme du 27 Septembre 2012 de proroger le mandat de la Commission d'Enquête de l'ONU, se sont félicités de la nomination de deux nouveaux membres à cet organisme et ont exprimé leur plein soutien à leur appel à une enquête approfondie des violations et des abus des droits de l'homme. Les participants ont appelé le régime de garantir l'accès de la Commission en Syrie afin de lui permettre de remplir pleinement son mandat en Syrie.

23 Les participants ont confirmé la nécessité de tenir les auteurs de crimes responsables de leur actes dans le cadre de procédures judiciaires légitimes en ligne avec les normes internationales empêchant toute forme de représailles individuelles ou collectives. Les participants ont invité tous les Syriens et les organisations de la société civile à se dissocier publiquement des violations des droits de l'homme.

24 Les participants ont souligné que toute utilisation d'armes chimiques ou biologiques par le régime syrien serait odieuse et susciterait une réponse sérieuse de la communauté internationale, et que les responsables seraient tenus responsables de tels actes. Ils ont appelé l'Organisation pour l'interdiction des Armes Chimiques à poursuivre ses actions préventives conformément à son mandat.

Les sanctions:

25 Les participants se sont félicités des conclusions de la cinquième réunion du Groupe de Travail sur les Sanctions qui s'est tenue à Tokyo le 30 Novembre 2012, pour la première fois en Asie, avec la participation record de 67 pays et organisations, notamment de nouveaux pays d'Asie, d'augmenter la pression sur le régime syrien, de l'isoler de la communauté internationale et de le priver de ressources utilisées pour le financement des massacres, tels que les produits pétroliers et les avoirs. Ils ont appelé à la mise en œuvre et l'application effectives

de ces sanctions en tant que moyen approprié pour décourager la répression contre le peuple syrien et mettre fin à la violence dans le pays.

26 Les participants ont invité la communauté internationale, en particulier les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, à augmenter la pression sur le régime syrien en adoptant et en appliquant des mesures pour empêcher le régime syrien de recevoir du soutien et des ressources externes lui permettant de commettre des actes de violence contre ses propres citoyens. Ces mesures comprennent un contrôle renforcé du transfert des armes utilisées dans les meurtres et la répression du peuple syrien.

27 les participants ont loué les efforts déployés par les pays voisins visant à imposer des sanctions sur le régime syrien, en dépit de l'impact sur leurs économies. Ils invitent les autres pays à se joindre à cet effort.

28 Les participants ont souligné que les difficultés économiques auxquelles le peuple syrien fait face sont le résultat des politiques et des pratiques du régime syrien et que les sanctions ne visent pas les civils. Ils visent plutôt le régime et ses partisans. Il demeure important de geler les avoirs du régime syrien ainsi que ceux des institutions et individus associés au régime, étant donné que ces biens appartiennent au peuple syrien.

29 Les participants ont salué le courage de ceux qui ont fait défection au régime et se sont engagés à lever, rapidement et de manière appropriée, toutes les sanctions qui leur sont imposées. Ils ont également invité tous ceux qui travaillent avec le régime syrien, ses forces armées et les opérateurs économiques et financiers à s'en dissocier et à soutenir les aspirations légitimes du peuple syrien.

Alléger les souffrances du peuple syrien:

30 Les participants ont exprimé leur grave préoccupation de la détérioration de la situation humanitaire du peuple syrien, en particulier la situation désastreuse de 2,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et les difficultés auxquelles font face plus de 500.000 réfugiés syriens dans différents pays d'accueil.

31 Les participants ont entendu le rapport de l'Unité de Coordination des Aides de la Coalition Nationale, ont salué le travail intensif et positif que de l'Unité qui a accompli après la réunion de Doha, et l'encouragent à poursuivre son activité. Ils étaient particulièrement préoccupés par le fait que de nombreuses personnes en

difficulté en Syrie n'ont pas encore été atteintes et n'ont pas reçu une aide appropriée.

32 Les participants ont appelé à un accès sans entrave des organisations humanitaires travaillant en Syrie ainsi qu'à la promotion et le soutien d'une réponse humanitaire impartiale et indépendante menée par les organisations internationales compétentes.

33 Les participants ont convenu de coordonner et de travailler avec l'Unité de Coordination des Aides de la Coalition Nationale pour mettre en place des mécanismes complémentaires innovants en vue d'atteindre les personnes dans le besoin en Syrie, notamment en travaillant avec les conseils locaux et les réseaux de solidarité locaux qui peuvent fournir des voies particulièrement efficaces pour répondre aux besoins sur le terrain en Syrie. Ils ont noté l'engagement pris par l'Unité de Coordination des Aides de respecter les principes fondamentaux de l'assistance humanitaire, en particulier sans discrimination.

34 Les participants ont également réaffirmé leur engagement à soutenir les voisins de la Syrie et les autres pays accueillant les réfugiés syriens.

35 Les participants ont salué les efforts louables des pays voisins visant à répondre aux besoins croissants des réfugiés. Ils ont exhorté la communauté internationale à soutenir ces pays à poursuivre leurs efforts.

36 Les participants ont réitéré leur plein appui aux efforts des Nations Unies à jouer son rôle en matière de réponse humanitaire. Ils ont appelé l'ensemble des membres du Groupe des amis du peuple syrien à répondre activement aux besoins humanitaires des Nations Unies largement sous-financés et aux appels des réfugiés.

37 Les participants ont fait part de leur volonté d'accroître le financement des activités de secours menées par la Coalition Nationale.

La reconstruction et la consolidation de la paix:

38 Les participants ont salué les travaux du Groupe de travail sur la relance économique et la reconstruction co-présidé par l'Allemagne et les Émirats Arabes Unis. Au regard de l'évolution de la situation, ils ont chargé le Groupe de Travail et son Secrétariat à appuyer l'Unité de Coordination des Aides, notamment dans leur interaction avec la communauté internationale des bailleurs de fonds. Le Secrétariat peut, entre autres, aider au renforcement des capacités, sur demande, en mettant à la

disposition de l'Unité de Coordination des Aides et des autres institutions habilitées par la Coalition Nationale des experts internationaux en matière de reprise économique, dans le but d'accroître la participation des bailleurs de fonds et de renforcer la visibilité de la Coalition nationale par rapport à l'ensemble des services fournis à l'intérieur de la Syrie.

39 Les participants ont également salué la volonté de l'Allemagne et des Emirats Arabes Unis à répondre à la demande de la Coalition Nationale et de travailler sur la mise en place d'un Fonds. Ce Fonds devrait permettre à la communauté internationale de se doter d'un moyen de soutien financier à la Coalition nationale pour répondre aux besoins du peuple syrien.

40 Les participants ont souligné l'importance de se préparer pour la période de reconstruction en Syrie. Dans ce contexte, la communauté internationale devrait être prédisposée à reconsidérer les sanctions, d'une manière rapide, déterminée et coordonnée, lorsque cela est jugé approprié et ce, comme un moyen d'éliminer les obstacles à la reprise et au développement de l'économie syrienne. Cela faciliterait également les efforts de reconstruction et la restitution des avoirs détournés par le régime syrien.

41 Les participants ont encouragé la Coalition nationale à s'inspirer du Pacte national et du Plan de transition tels que convenu lors de la réunion des groupes d'opposition syriens au Caire le 3 juillet 2012.

42 Les participants se sont engagés à soutenir une transition coordonnée et les efforts de planification futurs, en s'appuyant sur les efforts déployés à ce jour, qui seront menés par la future autorité de transition en Syrie. Ils ont convenu qu'il était essentiel que la communauté internationale fasse preuve d'une planification précoce afin de s'assurer qu'elle fournisse une assistance rapide à la Syrie de l'avenir, et montre sa volonté d'organiser une conférence des bailleurs de fonds immédiatement après la chute du régime d'Assad.

43 Les participants ont encouragé la Coalition Nationale et l'ensemble des groupes d'opposition de travailler ensemble en vue de convenir d'une approche commune pour un processus de transition durable et la période post-Assad. Cette approche doit garantir les droits de tous les Syriens et créer les conditions pour une Syrie juste, démocratique, inclusive et respectant le droit international.

Les participants se sont félicités de la volonté de l'Italie d'accueillir la cinquième réunion ministérielle du Groupe des amis du peuple syrien en 2013.